

Archéologie préventive L'appel de Lucy*

Suite à la journée d'action du 25 novembre 2008 pour s'opposer à la casse du service public de l'archéologie préventive, l'intersyndicale « Archéologie » a décidé de poursuivre les actions et de s'associer à l'initiative d'autres intersyndicales qui appellent à manifester le samedi 13 décembre contre la casse des services publics. Conscientes que seule une mobilisation d'envergure contre la Révision générale des Politiques Publiques peut mettre à bas les projets gouvernementaux en matière de service public, elles veulent mettre en œuvre une dynamique de mobilisation qui revendique une Fonction publique au service de tous.

Pourquoi le gouvernement veut démolir la mission d'archéologie préventive ?

Les mesures RGPP en matière d'archéologie préventive ne visent qu'à réduire à néant les vingt années de luttes pour la construction d'un service public qui doit concilier la sauvegarde du patrimoine, la recherche archéologique et l'aménagement du territoire. D'un genre nouveau, cette édification subtile connaît des attaques incessantes depuis plusieurs années mais 2008 se caractérise par des offensives libérales tout azimut et lourdes de conséquences pour les personnels, les usagers, la recherche et le patrimoine.

L'archéologie préventive est un secteur qui associe les services de l'Etat, l'Inrap, les Collectivités territoriales et, depuis 2003, des opérateurs privés. La mission de l'archéologie préventive doit affronter les assauts parlementaires relatifs aux délais de réalisation des opérations d'archéologiques. A titre d'exemple, l'année 2009 devrait connaître 50 % d'activités en plus dans le secteur de la détection des sites alors que l'allocation de moyens est en baisse.

La difficultés réside dans les politiques actuelles du gouvernement qui contraint de manière très forte les effectifs publics. Par idéologie, nos dirigeants veulent poursuivre la fuite en avant alors même que le mise en concurrence de fouilles, depuis 5 ans, montre son inadéquation à résoudre les problèmes de fond.

Le gouvernement propose d'accélérer la privatisation de l'archéologie préventive publique : démultiplication de la mise en concurrence des fouilles, filialisation des activités de fouilles, précarisation des personnels, suppression de la subvention pour charge de service public... Autant d'éléments qui autorisent à penser que le gouvernement abandonne la mission de service public de l'archéologie préventive au secteur marchand au mépris de la sauvegarde du patrimoine et de la recherche archéologique. Doit-on rappeler que le budget de l'Inrap pour 2009 n'est que de 144 millions d'euros ?

L'annonce de la délocalisation du siège de l'Inrap, ultime outil du gouvernement pour déstabiliser l'unique établissement public national de recherches archéologiques préventives est analysé par les personnels, les usagers et la communauté scientifique comme un démantèlement du service public archéologique et un drame social sans précédent. Les personnels du siège se sont vivement opposés à ce projet, l'ensemble des instances représentatives du personnels – comité d'hygiène et sécurité et comité technique paritaire – ainsi que les Conseils scientifique et d'administration se sont exprimés contre le projet de délocalisation du siège de l'Inrap. Enfin, la journée d'action du 25 novembre 2008 a réuni plus de 50 % de grévistes et 700 personnes à la manifestation nationale à Paris.

Les mêmes procédés sont utilisés au ministère de la Culture pour « rénover » une administration qui porte les politiques publiques culturelles : fusion des administrations centrales, non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, suppressions de 70 ETP dans les DRAC et 219 ETP en administration centrale sur les trois prochaines années, etc...

Face à cette politique destructrice, de nombreuses et fortes mobilisations se sont développées ces dernières semaines, notamment contre les projets de délocalisation. Ces actions qui ont toujours un cadre unitaire très large, refusent tous les démantèlements programmés et proposent des alternatives porteuses de progrès pour tous !

Contre le dogmatisme, l'archaïsme, les personnels manifesteront le 13 décembre pour refuser la casse des services publics !

Pour la reconstruction d'une Fonction publique, au service de tous, nos organisations appellent aussi les usagers à participer aux manifestations !

** Lucy, dont c'est la fête le 13 décembre, est une vieille amie des archéologues*